I OBLIGOL I IVAINOAIGE

Envoyé en préfecture le 20/11/2025 Reçu en préfecture le 20/11/2025

Publié le 20/11/2025



ID: 028-212800130-20251113-2025_48-DE

Département d'Eure-et-Loir Arrondissement de Chartres

| NOMBRE DE MEMBRES | | | |
|--------------------------------------|----------------|----------|---|
| Afférents au conseil municipal | En exercice | Présents | Qui ont pris part à la délibération |
| 15 | 15 | 11 | 13 |

Date de la convocation 06/11/2025 Date d'affichage 06/11/2025

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune d'Aunay-sous-Auneau

SÉANCE DU JEUDI 13 NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le treize novembre à 18h01, le Conseil Municipal de la commune d'Aunay-sous-Auneau, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de M. Alex BORNES, Maire Adjoint de la commune, à la salle du conseil municipal de la mairie, conformément aux dispositions de la délibération n°2022 74 du 21 septembre 2022.

Présidence : M. Alex BORNES, Maire-adjoint

Secrétaire de séance : Mme Jasmonde MARTIN

Participants: M. Alex BORNES, Mme Cathy LUTRAT, M. Thierry DROUILLEAUX,

M. Jean-Luc MARIETTE, Mme Frédérique SEVESTRE, M. Julien PICHOT,

M. Daniel MOREAU, Mme Gwenaël BEYE, M. Patrick RIVARD, Mme Jasmonde MARTIN et M. Jean-André CAHUZAC.

Absents excusés : M. Robert DARIEN, Maire (Pouvoir à Julien PICHOT),

Mme Evelyne GENECQUE,

M. Vincent ZOUZOULKOWSKY (Pouvoir à Cathy LUTRAT),

Absente : Mme Julie DE FRANCQUEVILLE

Objet de la Délibération :

AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE SERVITUDE SOUTERRAINE POUR LE BRANCHEMENT ÉLECTRIQUE SUR LA PARCELLE AB40, CONSENTIE À ENEDIS

Délibération n° 2025 48

Il est rappelé que par délibération n° 2024_042 du 20 novembre 2024, modifiée par la délibération n° 2025_024 du 25 juin 2025, le Conseil municipal avait autorisé la vente d'une partie de la parcelle cadastrée AB40, située au lieu-dit Les Prés de la Boissière, sur laquelle sont implantées les infrastructures de téléphonie mobile de l'opérateur FREE, au bénéfice de la société ON TOWER France SAS

La société ENEDIS a sollicité la commune afin de constituer une servitude en tréfonds sur la parcelle AB191, sur une bande de 0,50 mètres de large et 3 mètres de long environ, afin d'établir une canalisation pour l'alimentation électrique des infrastructures.

Un plan permettant de localiser la canalisation figure en annexe.

En application des dispositions de l'article L 2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, « des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du code civil, peuvent grever des biens des personnes publiques, qui relèvent du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent ».

La convention proposée par ENEDIS est compatible avec l'affectation des parcelles concernées. Dès lors, il est proposé de donner une suite favorable à la demande de la société ENEDIS et de conclure avec elle une convention de servitude sur le domaine public.

Cette servitude sera consentie pour un montant forfaitaire de 20€.

Un projet de convention est joint à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres présents et représentés, décide par 9 voix pour et 2 contre (M. Daniel MOREAU et Mme Gwenaël BEYE) :

- D'approuver la convention de servitude au profit d'ENEDIS sur la parcelle AB191 figurant en annexe.
- Dire que la servitude est consentie pour un montant forfaitaire de 20€.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de servitude telle qu'annexée à la présente délibération et tous les documents y afférents.

Certifiée exécutoire par le Maire compte tenu de :

- La publication sur le site internet : www.aunay-sous-auneau.fr Rubrique : La commune / Vie municipale le : 20/11/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat en application de l'article R421-1 du code la justice administrative Pour extrait certifié conforme, Le Maire adjoint, Alex BORNES

